

QUEL AVENIR POUR LES SITES FRANÇAIS ?

Lors du Comité Social Economique Central du 26 juin, à Clermont Ferrand, les élus ont voté la poursuite de la procédure du droit d'alerte économique.

Cette procédure a été insufflée par SUD Michelin, inquiet pour au moins 3 sites français.

CGT, CFE/CGC et FO ont rejoint SUD Michelin lors du vote crucial qui lançait la procédure. Seule la CFTD a décidé pour un motif futile, de se ranger du côté de l'entreprise, en refusant de participer au vote.

Cholet, Vannes et Joué-les-tours ont été identifiés comme site en très grand danger mais ce ne sont pas les seuls !
Le Puy et Troyes annoncent des projets d'activités partielles. Et Blanzly, dans tout ça ?

Le Z Blanzly chargé très loin de sa capacité nominale, le GC qui perd 50% de production en 2 ans, PK qui vivote en 1*8 et une ZP 10 fois plus chère que celle de Joué-les-tours.

Les élus SUD Michelin sont inquiets pour l'avenir de TOUS les sites français.



Un salaire décent mais à quel prix ?

HOME | SOCIAL / RH | RESSOURCES HUMAINES | DÉPÊCHE N°718058

Chez Michelin, le salaire décent peut amener l'entreprise à "restructurer", reconnaît Florent Menegaux

Dépêche AEF Info du 20 septembre 2024

Interrogé, début septembre, par les députés, notre président, Florent Menegaux, n'a même pas cherché à dissimuler ces ambitions. Il annonçait, à mots à peine voilés, qu'il allait « restructurer » (détruire en langage de patron), une partie des sites français.

Vos élus SUD Michelin seront très attentifs, dans les semaines à venir, aux décisions que la direction pourrait prendre et seront aux côtés des salariés.



Infos SUD Michelin France



Infos FB & INSTA SUD Michelin Blanzly

